**ARRÊTÉ PORTANT RÉINTÉGRATION D’UN AGENT CONTRACTUEL DE DROIT PUBLIC APRÈS UNE PÉRIODE DE TEMPS PARTIEL THÉRAPEUTIQUE**

Le Maire de ,

Le Président de ,

Vu l’article L.323 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L.823-1 à L.823-6 ;

Vu le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu la situation de Madame/Monsieur………………………….….., ………………………….. (*prénom, nom)* agent contractuel à temps *(non)* complet autorisé(e) à accomplir un service à temps partiel thérapeutique à …………. % du temps plein entre le………………………………………..et le……………………………………………………

Vu le courrier de l’agent demandant la reprise de ses fonctions à temps plein ;

**OU**

Considérant qu’il convient de réintégrer de droit, Madame/Monsieur…………………. en raison de……………… *(préciser le motif : perte des conditions d’obtention, absence de renouvellement, placement en congé de maternité, de paternité ou d’accueil de l’enfant ou en congé d’adoption).*

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1** : À compter du ……………………., Madame/Monsieur……………….agent contractuel à temps *(non)* completest réintégré(e) dans ses fonctions à temps plein.

**ARTICLE 2** : Le présent arrêté sera :

* notifié à l'agent,
* transmis au comptable de la collectivité,
* transmis au Président du Centre de Gestion.

Le Maire,

Le Président,

* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
* informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de …….. (par courrier ou par voie dématérialisée : www.telerecours.fr) dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

Fait à………………………………….,

Le……………………………….,

NOTIFIÉ À L'AGENT LE : Le Maire,

(*date et signature*) Le Président,